

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES FLANDRES
2 RUE DE LA BATELLERIE CS 94523
59386 DUNKERQUE CEDEX 1**

MARCHÉ A PROCEDURE ADAPTEE

**MARCHE 05-2025 - MAINTENANCE VENTILATION-
CLIMATISATION-CHAUFFAGE
SITES DE DUNKERQUE ET ARMENTIERES**

**REGLEMENT DE CONSULTATION
(R.C.)**

Date limite de réception des offres : 1^{er} juillet 2025 à 11h00

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché porte sur la maintenance de la ventilation, de la climatisation et du chauffage du site de Dunkerque de la CPAM des Flandres

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ci-joint.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. MODE DE PASSATION

La présente consultation est soumise à la législation en vigueur portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale.

2.2. DECOMPOSITION EN LOTS

Sans objet.

2.3. OPTIONS

Sans objet.

2.4. DUREE D'EXECUTION

Le marché est conclu pour une période de deux ans et cinq mois afin de se terminer le 31/12/2027.

2.5. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres**, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de négocier, conformément au Code des marchés publics en vigueur (art 27). La négociation portera sur des aspects matériels et/ou organisationnels qui ne changeront en aucune façon de manière substantielle l'offre du candidat.

2.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de remise des offres soit à compter du 1^{er} juillet 2025 à 11h.

2.7. SOLIDARITE

Il est rappelé aux concurrents que la forme de groupement solidaire sera imposée après attribution aux candidats retenus qui se seront présentés groupés de façon conjointe.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

- Acte d'engagement (AE)
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- Le présent Règlement de consultation (RC)

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les concurrents auront à produire un dossier complet établi en langue française comprenant les pièces suivantes :

4.1. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Renseignements concernant la situation propre du candidat, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités minimales de caractère professionnel, technique et financier à remplir par le candidat.

Chaque candidat, ou chaque membre d'un groupement le cas échéant, doit fournir les renseignements et pièces suivantes :

Situation juridique – références requises :

- ✓ Une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres ;
- ✓ Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet ;
- ✓ Une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le candidat, pour justifier :
 - a) qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
 - b) qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
 - c) qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du Code du travail ;
 - d) qu'il est en règle, au cours de l'année précédent celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-3 et L5212-4, L5212-9 et L5212-5 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Capacité économique et financière - références requises :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices.

Présentation d'une liste des principales références dans le domaine des prestations visées par la présente consultation, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Référence professionnelle et capacité technique – références requises :

- ✓ Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- ✓ Présentation d'une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ; Ces références doivent être contrôlables, c'est-à-dire comporter au moins la date de réalisation, le montant du marché, l'identité du client ainsi que ses références postales et si possible téléphoniques ;
- ✓ Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le prestataire ou l'entrepreneur dispose pour l'exécution des services ;
- ✓ Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;

Ces documents devront être intégralement complétés et signés de manière originale par une personne ayant pouvoir d'engager la société.

Les candidats peuvent à cet effet utiliser les imprimés CERFA DC 1 et DC 2.

A ces deux formulaires (DC 1 et DC 2), le candidat peut substituer le Dume ou le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Au 1er octobre 2018, le DUME ne sera plus disponible qu'au format dématérialisé.

Le e-Dume un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat.

Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,
- d'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS),
- d'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi.
- récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire.

- Sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.

Le candidat peut notamment créer son e-Dume via le portail web disponible sur Chorus Pro ou encore sur le site de l'Union européenne à l'adresse

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Il l'imprime alors au format pdf pour l'intégrer à son dépôt électronique.

4.2. PRESENTATION DES OFFRES

- **L'acte d'engagement (AE), complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise habilité pour signer le marché (document joint à compléter).**

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitants et d'agréments des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer à l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ;

- **La charte éthique de la CPAM des Flandres, datée et signée ;**
- **Les attestations d'assurance en cours de validité**
- **Mémoire technique comprenant le planning détaillé des prestations à l'année et par équipement (max. 10 pages)**

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les concurrents avant la date limite fixée.

Le Pouvoir adjudicateur attribuera le marché selon les critères ci-dessous :

1) Prix : 50%

Le critère prix sera noté sur **50 points**. L'offre la moins-disante (mais non anormalement basse) obtiendra la note maximale, soit 50 points. Les autres offres se verront attribuer une note n calculée de la manière suivante :

« $n=50 \times (\text{offre moins-disante} / \text{offre du candidat})$ »

2) Valeur technique : 50%

Le critère technique sera noté sur **50 points** au regard des sous-critères suivants :

- ✓ **Sous-critères n°1 : Mode-opératoire détaillé par site AVEC UN MAXIMUM DE 10 PAGES**. Le mode opératoire devra détailler les process techniques et organisationnels mis en œuvre par le candidat pour réaliser la maintenance de l'ensemble des équipements CVC repris pour ce marché ainsi que les moyens

humains (qualification des intervenants, CV, expériences significatives, organisation des équipes, suivi des équipes...) Une attention particulière sera apportée à la réalisation d'un planning annuel par site et reprenant l'exhaustivité des équipements détaillés en annexe 2 du CCTP (puis à compléter lors de la phase de prise en charge) – **15 points**

- ✓ **Sous-critères n°2 :** la mise à disposition par le titulaire d'une méthode de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) afin de faciliter le suivi du contrat ainsi que les échanges entre le titulaire et le bénéficiaire (suivi des interventions, programmation, proposition de travaux, respect des échéances, base documentaire...). Seront appréciés la simplicité de l'outil et l'adéquation avec les critères détaillés dans le CCTP et ses annexes – **15 points**
- ✓ **Sous-critère n°3 :** gouvernance du marché : l'organisation proposée par le candidat afin de rendre compte périodiquement au bénéficiaire du bon déroulement du marché de maintenance et des réparations éventuelles : rapport d'activité périodique, réunions semestrielles, bilan de fin d'année, suivi des observations suite aux contrôles périodiques réglementaires... – **10 points**
- ✓ **Sous-critère n°4 :** les propositions faites par le candidat en faveur de la réduction des consommations énergétiques des équipements CVC : mise en place d'un plan de suivi énergétique (GAZ uniquement), propositions d'optimisation/amélioration sur la base des premiers éléments techniques (CCTP et/ou visite sur site)... – **10 points**

En cas d'égalité, le jugement se portera sur l'évaluation du premier critère.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les offres pourront être transmises à l'Organisme par voie électronique aux adresses suivantes :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Liste des formats autorisés pour la transmission électronique des plis

Pour présenter sa candidature et son offre, le soumissionnaire devra transmettre des fichiers établis selon un des formats dont la liste suit :

- ✓ fichiers liés à des logiciels bureautiques Office (Word, Excel, PowerPoint) ;
- ✓ fichiers au format Adobe Acrobat Reader (pdf) ;
- ✓ format de compression fichiers zip.

Pour tout autre format, le soumissionnaire devra faire une demande par mail à

marches.publics.cpam-flandres@assurance-maladie.fr

afin de vérifier la comptabilité des fichiers qu'il envisage de transmettre.

Présentation des fichiers

Les fichiers devront être nommés par le sigle des documents qu'ils contiennent. Par exemple, AE pour Acte d'engagement, DC1 pour la lettre de candidature ...

ARTICLE 7 - DATE LIMITE DE RECEPTION

Les plis devront être transmis par voie électronique uniquement à la CPAM des Flandres, avant le **1^{er} juillet à 11 h 00**.

Les dossiers qui seraient remis ou reçus après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas ouverts.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront faire parvenir avant le **18/06/2025 à 11h00** une demande par courrier électronique à :

marches.publics.cpam-flandres@assurance-maladie.fr

Une réponse sera alors adressée 3 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres à toutes les entreprises ayant signalé à l'adresse électronique ci-dessus, avoir retiré le dossier.

Une visite sur site aura lieu le mardi 17 juin 2025 à 9h30 pour le site de Dunkerque (2 rue de la Batellerie à Dunkerque) puis dans la foulée pour le site d'Armentières (6 rue des Nieulles à Armentières).

Cette visite n'est pas obligatoire mais les participants devront impérativement se faire connaître à l'avance (minimum 48 heures).

Les entreprises s'adresseront, pour confirmer leur présence, par courrier électronique, à l'adresse suivante :

marches.publics.cpam-flandres@assurance-maladie.fr

ARTICLE 8 – CONSTITUTION DU MARCHE

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 8 jours francs à compter de la date de réception de la demande du Pouvoir adjudicateur, les certificats et attestations suivantes :

- les pièces mentionnées à l'article D8222-5 du Code du travail ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

La Directrice de la Cpm des Flandres

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE
MALADIE DES FLANDRES
2, rue de la Bijouterie
Magali EVEN 59386 DUNKERQUE Cedex